

**Manuel CERVEZA-MARZAL**  
**DÉSObÉIR EN DÉMOCRATIE**  
**La Pensée Désobéissante de Thoreau à Martin Luther King**  
**AUX FORGES DE VULCAIN, Paris, 2013**

Il y a des livres que j'aimerais pouvoir écrire. Celui de Manuel Cerveza-Marzal est de ceux-là. Pas un roman, mais un essai documenté, capable de transmettre les pensées d'auteurs divers et variés et d'en proposer la synthèse avec clarté et honnêteté. Trop prompt à la critique, facilement accroché par un détail, j'ai tendance à perdre ce qui peut pourtant rester pertinent. Ainsi, par exemple, découvrir que Thoreau a écrit « *La désobéissance civile* » après avoir refusé de payer six ans d'impôts parce qu'il était en désaccord avec les lois esclavagistes de l'État américain me laisse perplexe, d'autant que le sort des indiens dépossédés de leurs terres ne semble pas l'avoir préoccupé... Quel citoyen ne trouverait pas une raison de ne pas payer ses impôts ? Déjà sa vision du monde, développée dans *Walden*, très autarcique, ne me semblait adaptée que pour des adultes solitaires, déjà éduqués, en bonne santé et en pleine force de l'âge...

Face à un État non démocratique, il nous semble normal de résister. C'était d'ailleurs le titre premier de l'essai de Thoreau, *résistance au gouvernement civil*. Mais, lorsque le gouvernement est démocratique, pourquoi emprunter la voie de la désobéissance alors que des moyens légaux sont possibles pour exprimer son désaccord et ses opinions ?

Une distinction, qui remonte à Aristote est nécessaire ; celle qui différencie le droit naturel et le droit qu'on dit « positif », celui qui est élaboré par les hommes et qui devrait être idéalement la transcription dans les lois de la cité du droit naturel inscrit, lui, dans le fonctionnement même du monde. Mais lorsque ce droit positif contrarie le droit naturel, n'est-il pas alors normal de ne pas le respecter, de transgresser, de résister ? Le souci, c'est qu'il ne peut y avoir de vie sociale acceptable que dans le respect des lois humaines, même si ces dernières se réclament parfois d'une révélation divine ou peuvent être jugées imparfaites.

C'est toujours le sentiment d'une injustice qui motive et justifie la désobéissance. Cela suppose un rapport de force asymétrique, et l'invention de moyens d'expression du désaccord à partir d'une position de faiblesse. Gandhi et Martin Luther King ont défendu cette idée d'une lutte non violente qui emprunte les voies de l'illégalité : grèves, boycotts (dont les appels publics sont souvent interdits par les lois elles-mêmes), manifestations pacifiques de masse, les moyens ne manquent pas pour affirmer son opposition avec efficacité<sup>1</sup>. La question de la fin et des moyens est là posée de façon renouvelée par rapport à Machiavel. Est-il possible d'utiliser des moyens injustes pour construire un monde plus juste ? Quelques années de totalitarismes, de droite et de gauche, semble nous apporter la preuve que cela ne tient pas, même si, éternel retour, bien des États, se réclamant même parfois de la démocratie, ne semblent pas de nos jours résister pas à cette tentation, en qualifiant volontiers de « terroristes » tous ceux qui contestent leur autorité et leurs décisions.

Le problème n'est peut-être pas tant celui du tout ou rien de la contestation de la Loi ou de l'État, de l'opposition entre une justice parfaite et une injustice insupportable, que celui de l'application des lois. Ces dernières visent toutes à instaurer un monde meilleur. C'est davantage dans l'absence d'application, ou dans une application inégale, ou encore dans une excessive dureté de leur exécution que se situe le problème. Les Lois sont toujours générales, et leur mise en œuvre ne se fait qu'à l'occasion de situations singulières. Sans compter que l'esprit des temps évolue, que ce qui était acceptable et accepté à une époque peut ne plus l'être du tout à une autre.

---

<sup>1</sup> Cf. lecture n°87 de décembre 2018 : Srdja POPOVIC. *Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit et sans armes*. Petite Bibliothèque Payot. 2017